**ARRÊTÉ**

**DE MISE EN DISPONIBILITÉ POUR CONVENANCES PERSONNELLES**

**DE M. ou Mme [Nom Prénom]**

**GRADE [grade]**

Le Maire *(ou le Président)* de [collectivité ou établissement public],

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des fonctionnaires ou agents non titulaires ayant cessé temporairement ou définitivement leurs fonctions et à la commission de déontologie,

Vu la demande écrite de mise en disponibilité pour convenances personnelles présentée par M. ou Mme [Nom, Prénom] pour une durée de [durée], à compter du [date],

Considérant que rien ne s’oppose à ce qu’il lui soit donné satisfaction,

Considérant que la disponibilité pour convenances personnelles ne peut excéder au total dix années pour l’ensemble de la carrière,

*(le cas échéant)*

Considérant que M. ou Mme [Nom, Prénom] a informé par écrit M. ou Mme [le Maire ou le Président] de [collectivité ou établissement public],de son intention d’exercer une activité privée *(au moins trois mois avant la date souhaitée de disponibilité)*,

*(le cas échéant),*

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

M. ou Mme [Nom, Prénom] est placé*(e)* en disponibilité pour convenances personnelles pour une durée de [durée] à compter du [date],

**ARTICLE 2 :**

Pendant cette période, M. ou Mme [Nom, Prénom] ne perçoit aucune rémunération et cesse de bénéficier de ses droits à l’avancement et à la retraite.

**ARTICLE 3 :**

Au cas où M. ou Mme [Nom, Prénom], se propose d’exercer une activité professionnelle privée, il*(elle)* en informe par écrit, M. ou Mme [le Maire ou le Président]de [collectivité]et le Préfet du *[département dans lequel se situe la collectivité]*.

**ARTICLE 4 :**

M. ou Mme [Nom, Prénom] devra solliciter sa réintégration ou la prolongation de la disponibilité trois mois au moins avant l’expiration de la période de disponibilité en cours. Faute de quoi M. ou Mme [Nom, Prénom] pourra être radié*(e)* des effectifs.

**ARTICLE 5 :**

Le Secrétaire Général *(ou le Directeur Général)* est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé*(e).*

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune] le [date]

Le Maire *(ou le Président)*

Le Maire (*ou le Président),*

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le [date].

Signature de l’agent :